

*l'*Sauvons
Europe



Les greniers du monde

Sandrine Doppler

Bernard Ader

Août 2026

Préface

L'alimentation est au cœur de l'imaginaire des Européens, comme nous le dévoilent à foison livres et peintures partout sur notre continent. Qu'il s'agisse des festins de Brueghel, de l'appétit légendaire du Gargantua de Rabelais, de l'Angélus de Millet, des meules de Monet ou de la sieste de Van Gogh, l'Europe n'a cessé de représenter ses greniers !

Plus prosaïquement, durant des siècles, la puissance, la guerre que l'on gagne ou que l'on perd, mais aussi la légitimité à gouverner, exigent d'abord une capacité à nourrir armée et population, tout en affamant le camp opposé. Partout et longtemps en Europe, les greniers et leur logistique ont été vecteurs de puissance et promesses de taxes abondantes. Plus encore, l'alimentation a nourri bien des narratifs politiques. Ainsi, quand Henri IV fait à la paysannerie française la promesse de pouvoir mettre « la poule au pot tous les dimanches », il résume une ambition de paix et de prospérité après des décennies de guerre civile.

En juillet 1958, c'est à Stresa lors d'une conférence fondatrice qu'est lancée la Politique agricole commune, donnant corps aux articles 38 à 46 du traité de Rome tout juste entré en vigueur. Le Français Georges Rencki se charge de son organisation sous la houlette de Sicco Mansholt. Dans le sillage du Plan Marshall, la PAC porte quelques objectifs géostratégiques, afin de reconverter l'industrie de guerre en industrie agricole tout en assurant que la population soit nourrie. Dans un monde qui sortait avec difficulté des pénuries, on allait fabriquer des tracteurs à la place des tanks, des engrais à la place des explosifs, des pesticides à la place des armes chimiques. Au lieu de se faire la guerre, l'Europe se lançait le défi de remplir ses greniers ! La vieille promesse de la « poule au pot » était renouvelée à l'échelle d'un continent.

L'Europe a ensuite vécu comme un moment fondateur l'effondrement du Mur. En sortent Maastricht, l'euro, l'essai d'une Constitution européenne ! Plus qu'un retour au bercail des pays de l'Europe centrale et de l'Est, ce temps parut à ses contemporains comme la confirmation eschatologique du baptême initial promis dans la déclaration Schuman. De ce continent déchiré par les guerres immémorables, nous avons fait émerger une paix, une puissance sans agressivité et peut-être même, au-delà des bisbilles quotidiennes, ce qui ressemble à une concorde.

Dans ces temps nouveaux, nos greniers débordaient. Ils les rivières de lait devenaient un problème chronique. Produire à outrance et stocker de la nourriture devenait absurde. Assurer la « poule au pot tous les dimanches » fut donc laissé à la main invisible mais généreuse d'un marché mondialisé.

Cet espoir fou d'une paix kantienne universelle et éternelle a paru réussir... un temps. Les tyrans, les guerres d'agression pouvaient sembler des reliquats voués à disparaître. Mais, petit à petit, sont réapparus des régimes que nous pensions oubliés par l'histoire. Des dictatures, des démocraties, de nouveaux fascismes. La Russie, la Chine ont fini par tourner le dos à l'universel pour assurer leur stabilité intérieure, qui n'est guère qu'un autre nom du pouvoir personnel. Les États-Unis ont entamé leur glissade, à la fois lointaine et si proche. Et le Covid puis la seconde invasion de l'Ukraine ont tué le rêve quand le marché a cessé de garnir les rayons.

Aujourd'hui, la parenthèse se referme et nous devons y faire face. L'ère dans laquelle nous entrons ne sera pas forcément celle de la guerre de tous contre tous, mais certainement un règne de l'incertitude où la dépendance devient un risque que personne ne veut assumer. Nous cherchons des yeux nos greniers à l'horizon de nos campagnes désertées, en nous interrogeant : comment assurer la poule au pot du prochain dimanche ? Nous redécouvrons que la géographie reste la clef des greniers du monde et que les détroits ne sont plus toujours libres.

Merci à Sandrine Doppler et Bernard Ader de nous réveiller en ouvrant des voies pour aider à retrouver les greniers de notre souveraineté.

Arthur Colin et Henri Lastenouse

Président et Vice-Président de Sauvons l'Europe

Table des matières

Chine et Inde : quand le grenier devient une doctrine - Sandrine Doppler	4
Le Nord qui se souvient - Sandrine Doppler	8
La France qui produit, l'Allemagne qui prévoit - Sandrine Doppler	13
L'Europe : 27 États membres, zéro doctrine commune - Sandrine Doppler	18
USA, Japon, Maroc : trois miroirs pour l'Europe - Sandrine Doppler	22
Le grenier armé : la Russie ne stocke pas pour survivre, elle contrôle les flux pour décider qui survivra - Sandrine Doppler	26
La sécurité sans autosuffisance : ce que Singapour, Israël et les pays du Golfe ont compris avant l'Europe - Sandrine Doppler	31
L'Europe face à la terre sans propriétaires - Sandrine Doppler et Bernard Ader	35
Protéger, c'est commander - Sandrine Doppler	39

Les illustrations ont été réalisées à l'aide de l'intelligence artificielle



Chine et Inde : quand le grenier devient une doctrine

-
Sandrine Doppler

La doctrine offensive : stocker pour dominer, dominer pour durer

Pékin ne publie pas ses chiffres exacts. Ce silence constitue déjà une politique publique. Un stock dont le volume réel demeure inconnu ne peut être anticipé par les marchés ni pleinement intégré dans les calculs adverses. L'opacité devient une composante de la puissance. Dans le domaine alimentaire comme dans le domaine militaire, ce que l'adversaire ignore fait partie de l'équation stratégique.

Un proverbe circule depuis longtemps dans les cercles de la planification chinoise : « Mieux vaut verser mille gouttes de sueur que de gâcher un grain de riz. » Sous Xi Jinping, cette maxime est devenue un principe stratégique.

La politique chinoise du stockage n'est pas née avec Xi Jinping. Elle plonge ses racines dans une histoire impériale vieille de plus de deux mille ans, où les greniers publics constituaient déjà un instrument de stabilité politique, de gestion des famines et de légitimité du pouvoir. La mémoire constitue le premier moteur de cette politique. Entre 1959 et 1961, la Grande Famine du Grand Bond en avant provoque la mort de plusieurs dizaines de millions de personnes. Pendant qu'une partie de la population meurt de faim, la Chine continue d'exporter des

céréales afin de financer son industrialisation. Cette séquence demeure un traumatisme fondateur de la pensée stratégique du Parti communiste chinois : ne plus jamais dépendre de l'extérieur pour nourrir la nation.

« Tant de morts de faim ! L'histoire retiendra nos deux noms et le cannibalisme sera dans les livres. »

Liu Shaoqi à Mao Zedong, 1962. Cité par Yang Jisheng, Stèles. La Grande Famine en Chine (Seuil, 2012)

Le deuxième moteur est structurel. Dès 2004, la Chine est devenue agro-importatrice nette, figurant désormais parmi les premiers importateurs mondiaux de produits agricoles. Sa dépendance au soja constitue l'exemple le plus visible d'une vulnérabilité structurelle croissante : la Chine importe aujourd'hui près de 60 % du soja échangé sur les marchés mondiaux. La Chine concentre près d'un cinquième de la population mondiale tout en disposant d'une part limitée des terres agricoles mondiales. Les stocks deviennent alors un mécanisme compensatoire face aux limites physiques de la production.

Le troisième moteur est politique. Xi Jinping rappelle régulièrement que la sécurité alimentaire constitue un enjeu fondamental pour la stabilité du pays. Depuis 2022, elle relève officiellement de la sécurité nationale. Derrière cette doctrine se cache une réalité simple : un gouvernement incapable de nourrir sa population fragilise sa légitimité.

Le quatrième moteur est géopolitique. Dans l'hypothèse d'une crise majeure autour de Taïwan, les routes maritimes pourraient être perturbées ou interrompues. Les réserves constituent alors un temps stratégique. Chaque mois de stock supplémentaire devient un mois de négociation, d'adaptation ou de résistance.

Le cinquième moteur est agronomique. Plus de la moitié des terres agricoles chinoises présentent au moins une culture dont les rendements s'orientent à la baisse sous l'effet du changement climatique (Institut MONTAGNE, janvier 2026). Stocker aujourd'hui revient à se prémunir contre les vulnérabilités de demain.

Enfin, le sixième moteur est prospectif. Pékin affiche l'objectif de renforcer encore son autonomie céréalière au cours de la prochaine décennie. Pour protéger l'outil de production, la Chine a inscrit dans la loi la protection d'un plancher de 120 millions d'hectares de terres agricoles, ligne rouge que l'urbanisation ne peut franchir. Le budget consacré au stockage alimentaire atteint 16,7 milliards d'euros en 2025, en hausse de 6%, soit, pour les seuls stocks alimentaires, un effort financier déclaré par Pékin dépassant de près de vingt fois celui de l'ensemble des pays de l'OCDE réunis. Selon plusieurs estimations internationales convergentes, la Chine détiendrait plus des deux tiers des stocks mondiaux de maïs et plus de la moitié des stocks mondiaux de blé pour la campagne 2022-2023, des chiffres que Pékin ne confirme ni n'infirme. Pékin affirme par ailleurs disposer d'une capacité physique de stockage céréalière de 730 millions de tonnes réparties sur l'ensemble du territoire, infrastructure dont le

taux de remplissage réel reste inconnu. Le stockage n'est plus une fonction logistique. C'est un élément central de la stratégie nationale.

Les réserves chinoises ne répondent pas uniquement à une logique de précaution. Leur taille leur confère également un effet de marché. Lorsqu'un acteur concentre plus des deux tiers des stocks mondiaux de maïs, ses décisions d'achat ou de vente pèsent mécaniquement sur les équilibres de marché. En excluant les stocks chinois du calcul, le ratio mondial stocks/utilisation des céréales tombait en 2022-2023 aux niveaux critiques de 2007-2008, année des émeutes de la faim. Ce que la Chine retient, le reste du monde ne l'a pas. Le stock devient alors non seulement une assurance contre les crises, mais une capacité à peser indirectement sur les équilibres mondiaux. C'est probablement la dimension la plus stratégique de l'ensemble du dispositif. C'est précisément cette capacité à transformer un outil de sécurité intérieure en instrument d'influence internationale qui distingue aujourd'hui la stratégie chinoise de nombreuses autres politiques de stockage dans le monde.

La logique indienne naît d'une autre blessure historique : son premier moteur est la mémoire coloniale.

En 1943, le Bengale ne manque pas de riz. Il manque d'accès au riz. La famine aggravée par les réquisitions militaires, les politiques coloniales de contrôle des prix et les choix de l'administration britannique face à la crise, provoque la mort de plusieurs millions de personnes dans une région pourtant productive. Cette blessure coloniale n'appartient pas au passé. Elle structure encore aujourd'hui la méfiance de nombreux États du Sud à l'égard d'une souveraineté alimentaire déléguée au marché. On ne confie pas à un marché ce que l'histoire a déjà confié à l'occupant.

Amartya Sen, témoin à neuf ans de cette famine, qui verra mourir de faim un homme devant sa maison, formulera plusieurs décennies plus tard une idée devenue fondatrice : les famines résultent moins d'un manque de nourriture que d'un effondrement des droits d'accès. Ce qu'il nommera la théorie des *entitlements* : une famine n'est pas une pénurie, c'est un effondrement du droit à se nourrir. L'Inde indépendante a institutionnalisé cette leçon : stocker et distribuer comme acte de souveraineté, non comme politique sociale.

« Aucune famine ne s'est produite dans un pays indépendant et démocratique jouissant d'une relative liberté de la presse » Amartya Sen, Poverty and Famines, 1981 ; Development as Freedom, 1999. Prix Nobel d'économie en 1998.

Le deuxième moteur est juridique. Le *Food Security Act* adopté en 2013 oblige l'État à acheter une partie de la production agricole à prix garanti, à la stocker puis à la redistribuer à prix subventionné à plusieurs centaines de millions de personnes. Il ne s'agit pas seulement d'une politique sociale mais d'un engagement institutionnel.

Le troisième moteur est électoral. Dans une démocratie de plus de 1,4 milliard d'habitants, l'inflation alimentaire peut rapidement devenir une crise politique.

Le quatrième moteur est géopolitique. Les restrictions sur les exportations de riz décidées en 2023 ont rappelé à quel point les choix de New Delhi peuvent influencer l'équilibre alimentaire régional. Lorsqu'un grand exportateur ferme ses portes, les effets dépassent largement ses frontières.

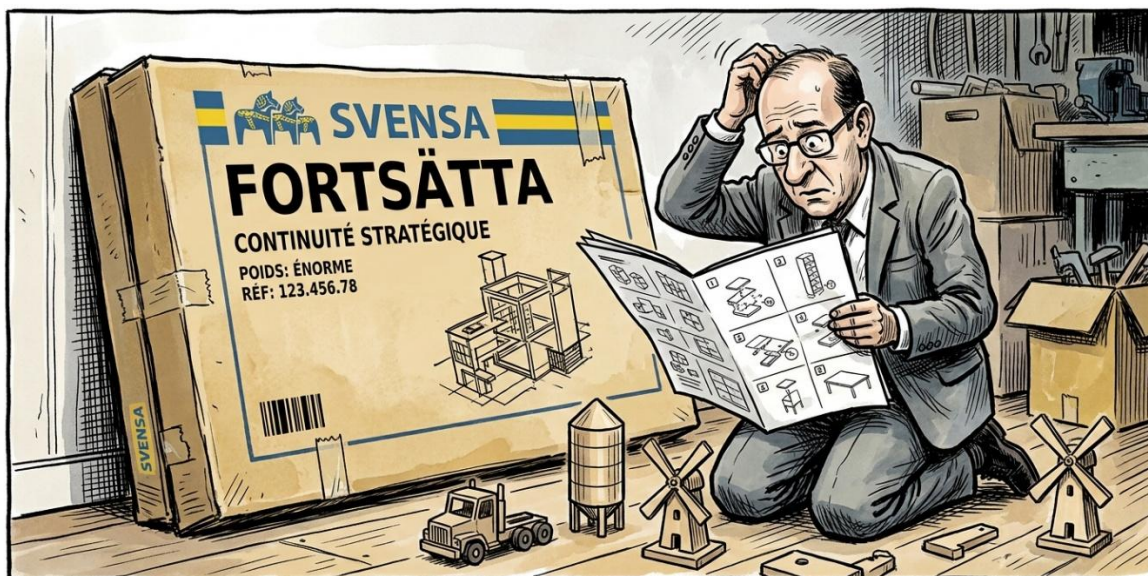
La différence entre Pékin et New Delhi ne réside donc pas dans la volonté de stocker mais dans la fonction attribuée au stock. Pour la Chine, il constitue avant tout un outil de souveraineté stratégique face aux dépendances extérieures, aux crises internationales et aux risques de confrontation. Pour l'Inde, il demeure principalement un mécanisme de stabilité intérieure, même si ses effets dépassent désormais largement le cadre national. Les deux puissances convergent pourtant sur un point essentiel : elles considèrent que le marché mondial est un mécanisme utile tant qu'il fonctionne, mais insuffisant lorsqu'il se dérègle.

Derrière les silos, les entrepôts et les réserves se cache une même conviction : la sécurité alimentaire ne se délègue pas. Car au XXI^e siècle, le grenier n'est plus seulement une infrastructure agricole. Il devient une doctrine d'État.

La puissance agricole se mesure-t-elle encore à ce que l'on produit, ou à ce que l'on est capable de conserver lorsque les marchés cessent de fonctionner ?

Sources :

Yang Jisheng, Stèles. La Grande Famine en Chine, Seuil, 2012. Frank Dikötter, La Grande Famine de Mao, 2010. Amartya Sen, Poverty and Famines, 1981 ; Development as Freedom, 1999. M. Mukerjee, Le Crime du Bengale, 2015. Institut Montaigne. Pierre Pinhas, janvier 2026. CEP/ministère de l'Agriculture, février 2026. Cairn.info, Paysans & société n° 409, 2025. Economist Impact, RFSI 2026. Fondation FARM, 2022. Réussir Grandes Cultures, mai 2026. FAO, mai 2026. Fondation Jean Jaurès, « Les coopératives agricoles au défi de la souveraineté alimentaire », février 2026. Institut Montaigne, Pierre Pinhas, « Stocks chinois : sécurité nationale, influence mondiale », janvier 2026.



LA STRATÉGIE SUÉDOISE DE CONTINUITÉ

Le Nord qui se souvient

-
Sandrine Doppler

La doctrine de résilience :

quand le stock devient une infrastructure de continuité

Après la Chine et l'Inde, où le grenier devient une doctrine d'État, le Nord européen raconte une autre histoire. Moins spectaculaire, moins impériale, mais peut-être plus dérangeante pour l'Europe. Celle de pays qui n'ont jamais totalement cru que le marché pouvait remplacer la préparation.

La Finlande n'a jamais cessé de stocker. La Suède a tout démantelé avant de reconstruire. La Norvège reconstitue des réserves céréalières qu'elle avait abandonnées. La Suisse, hors Union européenne, continue d'imposer des stocks obligatoires à ses entreprises comme une fonction normale de la continuité nationale. Ces quatre trajectoires ne disent pas exactement la même chose. Mais elles convergent vers une intuition commune : un stock stratégique n'est pas une réserve morte. C'est une infrastructure politique. Il ne sert pas seulement à accumuler du grain ou des intrants. Il sert à gagner du temps lorsque les flux se rompent, à maintenir l'ordre quand les circuits ordinaires se grippent, à empêcher qu'une crise logistique devienne immédiatement une crise sociale.

La grande illusion européenne des trente dernières années tient peut-être dans cette phrase : pourquoi stocker ce que l'on peut acheter ? La mondialisation, le juste-à-temps et l'abondance organisée ont fait passer le stock pour une anomalie économique. Les entrepôts semblaient archaïques, évoquaient la guerre froide, les pénuries, les administrations lourdes. Une partie de l'Europe a fini par confondre l'efficacité des flux avec la sécurité des approvisionnements. Le Nord, lui, n'a jamais complètement accepté cette confusion.

La Finlande : institutionnaliser la mémoire du risque

La Finlande constitue l'exemple le plus net de cette continuité stratégique. Sa frontière terrestre avec la Russie s'étend sur 1 340 kilomètres. Cette donnée géographique ne produit une doctrine que lorsqu'elle rencontre une mémoire. La Guerre d'Hiver de 1939-1940, puis la guerre de Continuation de 1941-1944, ont laissé dans la culture stratégique finlandaise une conviction durable : lorsqu'une crise éclate, personne n'arrive assez vite pour vous sauver. Cette mémoire a été transformée en institutions.

Depuis les années 1970, la *National Emergency Supply Agency* maintient un dispositif couvrant l'alimentation, l'énergie, les médicaments et les matières premières critiques. L'adhésion à l'Union européenne en 1995 n'a pas suspendu cette politique. Après la mauvaise récolte de 2021 et l'invasion de l'Ukraine en 2022, NESA a renforcé les achats pour porter les réserves céréalières à environ neuf mois de consommation, contre six auparavant. Le titre de la stratégie 2024-2027, « *Shockproof Finland* », dit l'essentiel : il ne s'agit pas de prévoir une seule crise, mais de rendre le pays capable d'absorber les chocs.

Ce qui dérange, ici, c'est moins le chiffre que la philosophie. La stratégie alimentaire finlandaise 2040 ne sépare pas la sécurité alimentaire de la sécurité énergétique, ni les productions agricoles des intrants, ni la consommation des infrastructures critiques. Elle stocke aussi les semences, les engrais, les carburants agricoles, les médicaments vétérinaires. Autrement dit, la Finlande ne stocke pas seulement des produits. Elle stocke les conditions de fonctionnement de son système alimentaire. La distinction n'est pas sémantique. Elle est politique. Un pays qui stocke du blé mais pas les engrais nécessaires à sa prochaine récolte a créé une réserve, pas une doctrine de résilience.

En 2026, Frédéric Courleux, agroéconomiste et conseiller Politiques agricoles au Parlement européen, s'est rendu en Finlande avec Éric Sargiacomo, député européen. De ce déplacement, Eric Sargiacomo a tiré une conclusion politique directe : « le développement de véritables stocks stratégiques alimentaires et agricoles doit être l'une des grandes priorités de la réforme de la PAC en cours ». Ce n'est pas une remarque technique. C'est un aveu d'absence. Car si un modèle de stockage stratégique fonctionne déjà au sein de l'espace européen, s'il est documenté, visité, analysé par des élus européens, pourquoi reste-t-il absent des grands débats sur la souveraineté alimentaire ? Pourquoi la PAC continue-t-elle de raisonner en termes de production, de compétitivité et de transition, sans jamais poser la question : combien de temps tiendrons-nous si les flux s'interrompent ? La réponse finlandaise existe. Elle ne semble pas encore avoir trouvé preneur à Bruxelles.

La Suède : le retournement comme leçon

La Suède raconte l'histoire inverse. Pendant la guerre froide, elle disposait d'une culture de défense civile puissante. La fin de l'Union soviétique, l'entrée dans l'Union européenne en 1995 et l'illusion d'une paix durable ont progressivement tout démantelé. Pendant trente ans, Stockholm et Helsinki ont regardé le même continent en tirant des conclusions opposées. La Finlande conservait. La Suède liquidait.

Le retournement suédois est aujourd'hui l'un des meilleurs révélateurs du changement d'époque. En 2025, le gouvernement engage la modernisation la plus profonde de sa défense civile depuis la fin de la guerre froide. Pour 2026, une enveloppe de 575 millions de couronnes est consacrée à la constitution de réserves, principalement de céréales et d'intrants critiques, avec une priorité accordée au nord du pays, stratégique pour la défense mais dépendant largement des approvisionnements venus du sud.

Mais ce n'est pas le chiffre qui retient l'attention. C'est la question que la Suède a posée avant de le dépenser. Un silo plein ne nourrit personne si les moulins, l'énergie, la logistique et les circuits de distribution ne fonctionnent plus. D'où la réflexion suédoise autour de moulins mobiles capables de transformer localement les céréales stockées en cas de guerre ou de rupture prolongée. Le détail semble technique. Il révèle en réalité un décalage intellectuel profond avec le reste de l'Europe : la Suède pense le stock comme une chaîne d'usage complète, de la semence à l'assiette, en passant par le moulin, le camion et l'énergie. Pendant ce temps, la plupart des pays européens ne pensent pas encore en ces termes. Ils parlent de stocks. Pas de chaînes de continuité.

La Norvège : préparer l'impensable

La Norvège suit une trajectoire comparable, avec sa propre logique institutionnelle. Hors Union européenne, elle a décidé en 2024 de reconstituer une réserve nationale de céréales. Les premiers accords ont été signés avec quatre entreprises privées pour stocker 30 000 tonnes de blé, avec un objectif de 82 500 tonnes à l'horizon 2029, soit environ trois mois de consommation nationale en situation de crise. Le grain appartient à l'État, mais le stockage est assuré par des opérateurs privés. Le marché est mobilisé, mais la responsabilité reste publique.

Ce qui mérite attention n'est pas la taille de la réserve. C'est la raison de son abandon. La Norvège avait supprimé ses stocks céréaliers au début des années 2000, estimant qu'ils n'étaient plus nécessaires. Puis la pandémie, la guerre en Ukraine et les tensions sur les marchés mondiaux ont inversé le raisonnement. Deux décennies de paix commerciale avaient suffi à faire disparaître une capacité que trois ans de crises successives ont rendu urgente à reconstituer. Le ministre norvégien de l'Agriculture a parlé de « préparation à l'impensable ». La formule est juste. Mais elle pose une question plus embarrassante : qu'est-ce qui, exactement, rendait l'impensable pensable vingt ans plus tôt ? Et qu'est-ce qui l'a fait oublier ?

La Suisse : libéral et contraignant

La Suisse offre le modèle le plus construit, et le moins cité. Son système ne repose pas sur de grands stocks publics centralisés, mais sur des réserves obligatoires détenues par des entreprises privées sous mandat fédéral. L'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays fixe les biens vitaux, les quantités, les conditions de qualité, les lieux de stockage et les modalités de contrôle. Environ 280 entreprises participent au dispositif. L'État ne se substitue pas au marché. Il l'encadre pour que le marché ne soit pas le seul garant de la sécurité collective.

Céréales, huiles alimentaires, sucre, fourrages, engrais, médicaments : la Suisse stocke parce qu'elle considère qu'une économie ouverte reste vulnérable lorsque les flux se ferment. Elle assume le coût de cette assurance collective : environ quatorze francs suisses par habitant et par an. Quelques euros par mois pour maintenir une capacité de continuité. Il y a plus absurde comme dépense publique. Mais ce qui est vraiment notable dans le modèle suisse, c'est sa discrétion. Pas de grand discours sur la souveraineté, pas de débat parlementaire tonitruant, pas de plan de communication. Une obligation légale, des contrôles, une rotation des stocks. La résilience comme hygiène publique, pas comme posture politique. C'est peut-être ce qui la rend si étrangère au modèle français, où la souveraineté alimentaire est souvent un programme électoral avant d'être une pratique administrative.

La doctrine au-delà des silos

Ce qui frappe dans ces modèles n'est pas la taille des réserves. C'est la cohérence du raisonnement. La Finlande montre qu'un stock alimentaire commence avec les intrants et les infrastructures. La Suède rappelle qu'un stock de grain n'a de valeur que s'il peut devenir nourriture. La Norvège démontre qu'un État peut mobiliser le privé sans renoncer à la responsabilité stratégique. La Suisse prouve qu'une économie de marché peut intégrer l'obligation de stocker sans sombrer dans la bureaucratie.

Le débat européen est souvent caricaturé. D'un côté, les partisans du marché considèrent le stockage comme coûteux et distorsif. De l'autre, les tenants de la souveraineté sont accusés de rêver à un retour de l'économie administrée. Les modèles nordiques et suisse montrent qu'il existe une troisième voie. Il ne s'agit pas de tout nationaliser ni de copier les greniers chinois. Il s'agit d'identifier les biens vitaux, les maillons critiques, les territoires exposés, les capacités de transformation, les conditions de libération des réserves et les responsabilités respectives de l'État, des entreprises et des citoyens. Le sujet n'est pas le stock pour le stock. Le sujet est la doctrine qui le rend utile.

Le Nord européen n'est d'ailleurs pas une exception. De Pékin à Riyad, de New Delhi à Oslo, un même réflexe réapparaît discrètement : lorsque l'incertitude augmente, les États recommencent à stocker. Comme si la mondialisation des flux redonnait soudain de la valeur aux réserves physiques qu'elle prétendait avoir rendues inutiles.

Dans le Nord de l'Europe, la mémoire n'est pas devenue nostalgie. Elle est devenue budget, contrat, silo, engrais, carburant agricole, moulin mobile, obligation légale. Une politique publique. Le *Resilient Food Systems Index* 2026 rappelle que l'engagement politique en faveur de l'adaptation aux risques climatiques reste insuffisant. Ces pays ne stockent pas parce qu'ils fantasment une catastrophe imminente. Ils stockent parce qu'ils ont compris que le coût de la préparation est toujours inférieur au coût de la dépendance.

Pendant que l'Union européenne débat de compétitivité, de transition écologique et de souveraineté alimentaire, certains de ses voisins ont déjà répondu à une autre question : combien de temps une société peut-elle tenir lorsque le marché cesse de fonctionner ? Ils ont répondu en semaines, en mois, en chaînes logistiques pensées jusqu'au moulin. L'Union européenne ne semble toujours pas avoir fait de cette question un objet central de sa réflexion stratégique. Ce n'est pas un oubli. C'est un choix. Un choix qui repose sur l'hypothèse que les flux continueront toujours de fonctionner. Et comme tous les choix non assumés, il sera un jour démenti par les faits.

Sources :

National Emergency Supply Agency (NESA), Finlande ; NESA, Shockproof Finland 2024-2027 ; NESA / Yle News, achats complémentaires de céréales, décembre 2022-mars 2023 ; Finland National Food Strategy 2040 ; Projet ATLaSS, note Finlande ; Gouvernement suédois, budget défense civile 2026 ; Livsmedelsverket, rapport sur les moulins mobiles et les stocks céréaliers du nord de la Suède ; Norran, « How Sweden Plans to Feed Millions in Crisis or War » ; Gouvernement norvégien / AP, réserve céréalière nationale, 2024 ; Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays, stockage stratégique ; Réservesuisse ; Office fédéral de la protection de la population ; Economist Impact, Resilient Food Systems Index 2026 ; Frédéric Courleux, agroéconomiste, conseiller Politiques agricoles au Parlement européen, et Éric Sargiacomo, député européen, mission Finlande 2026. Post LinkedIn.



La France qui produit, l'Allemagne qui prévoit

-
Sandrine Doppler

Le paradoxe du producteur sans réserve

En 2025, l'Allemagne annonce vouloir élargir ses réserves alimentaires stratégiques à des produits prêts à consommer. La presse retient l'image des raviolis en conserve. Elle sourit. Elle a tort de sourire trop vite. Derrière les raviolis, il y a une décision politique réelle : adapter la protection civile allemande à un monde où la guerre, les catastrophes climatiques, les cyberattaques, les ruptures logistiques et les crises énergétiques ne relèvent plus de la science-fiction administrative.

L'Allemagne ne part pas de rien. Elle dispose déjà de deux réserves alimentaires publiques : la *Bundesreserve Getreide*, constituée de céréales comme le blé, le seigle et l'avoine, et la *Zivile Notfallreserve*, composée notamment de riz, de pois, de lentilles et de lait concentré. Ces réserves ne visent pas à nourrir toute la population pendant des mois. Elles ont une fonction plus précise : permettre à l'État de répondre à des ruptures courtes, d'assurer une capacité minimale de distribution et de maintenir une forme d'ordre alimentaire lorsque les circuits ordinaires se dérèglent. La *Bundesanstalt für Landwirtschaft und Ernährung* en assure l'achat, le renouvellement et le contrôle.

Cette approche s'inscrit dans une vision plus large de la sécurité nationale allemande. L'alimentation y est progressivement pensée comme une infrastructure critique, au même titre que l'énergie, l'eau ou certaines fonctions essentielles de l'État. Le stock n'est donc pas seulement un outil agricole. Il devient un instrument de continuité nationale destiné à maintenir le fonctionnement de la société lorsque les mécanismes ordinaires cessent d'opérer.

Le nouveau débat allemand porte sur un point très concret : des stocks de matières premières ne suffisent pas toujours en situation de crise. Encore faut-il pouvoir transformer, cuisiner, distribuer, chauffer, servir. De là, l'introduction de produits directement consommables ou rapidement préparables dans les réserves. L'anecdote des raviolis dit donc exactement l'inverse de ce qu'elle semble dire. Elle ne révèle pas une lubie bureaucratique. Elle révèle une culture de l'anticipation.

Cette culture ne s'est pas construite dans les bureaux. Elle s'est construite dans l'histoire.

Cette mémoire s'est progressivement traduite dans le droit. Dès 1965, l'Allemagne fédérale se dote d'une première législation spécifique à la sécurité alimentaire. Une nouvelle étape est franchie en 1990 avec l'intégration des risques civils et technologiques. Puis, en 2017, Berlin réorganise l'ensemble de son dispositif au sein d'une approche unifiée de prévention des crises d'approvisionnement. Derrière les réserves alimentaires se dessine ainsi une continuité institutionnelle de près de soixante ans.

Le blocus de Berlin en 1948-1949, puis les décennies de Guerre froide ont ancré dans la mémoire allemande une conviction : une ville, un territoire, un pays peut se retrouver coupé de ses approvisionnements. La défense civile n'était pas une théorie de chancellerie. C'était une réponse à une expérience vécue. Quand la réunification et la fin de la guerre froide ont relâché la pression, l'Allemagne n'a pas liquidé son dispositif. Elle l'a adapté. C'est cette persistance doctrinale qui explique que le débat sur les raviolis puisse exister en 2025 sans paraître absurde.

En France, rien de comparable n'existe à l'échelle nationale. La France produit. La France exporte. La France se pense comme une puissance agricole. Mais elle n'a pas de doctrine alimentaire de réserve comparable à celle de l'Allemagne, de la Suisse, de la Finlande ou de la Norvège. En 2020, Christiane Lambert, alors présidente de la FNSEA, le disait sans détour : la France ne pouvait pas affirmer disposer de stocks alimentaires stratégiques. Six ans plus tard, la question reste largement marginale dans le débat public.

Le paradoxe est saisissant. La filière céréalière française affiche en 2025 un excédent commercial de 8,8 milliards d'euros pour les grains et produits transformés. La France reste un acteur majeur des exportations européennes. Elle vend, elle expédie, elle alimente des marchés extérieurs. Mais elle ne retient pas. Elle confond encore trop souvent puissance productive et résilience intérieure.

Ce paradoxe n'est pas seulement agricole. Il est historique. La France a connu les pénuries, les tickets de rationnement, l'Occupation. Jusqu'aux années 1950, l'idée de réserves de crise avait un sens évident. Puis la PAC, la montée des échanges européens et la croyance dans l'abondance organisée ont installé une autre représentation du risque. La pénurie est devenue une image d'archive.

La France ne cesse pas seulement de stocker. Elle change de doctrine. Elle remplace progressivement la logique de réserve par la logique de flux. Produire, transformer, transporter, vendre, exporter, réapprovisionner. Tant que les camions roulent, tant que les entrepôts sont alimentés, tant que les ports fonctionnent, tant que les marchés répondent, le système paraît rationnel. Il l'est même, dans un monde stable. Mais dans un monde instable, cette rationalité devient une vulnérabilité.

Car le marché ne stocke pas pour la Nation. Il stocke pour vendre. La distinction compte. Un stock privé répond à une logique commerciale. Il tourne, s'optimise, se réduit quand il coûte trop cher, se déplace selon les marges, les contrats, la demande. Un stock stratégique répond à une autre logique : tenir quand l'intérêt collectif ne coïncide plus avec l'efficacité immédiate du marché.

Le débat français bascule alors sur un terrain plus profond. Depuis plusieurs années, la souveraineté alimentaire est partout. Dans les discours. Dans les textes. Dans les intitulés ministériels. Dans les communiqués agricoles. La loi d'orientation agricole de 2025 en fait même un objectif structurant, dont l'ambition est réelle et l'application encore à construire. Mais cette souveraineté demeure largement pensée comme une capacité de production, de compétitivité, de renouvellement des générations et de maintien des filières. Elle n'est pas encore pensée comme une capacité de rétention physique. La France affirme la souveraineté. Elle organise beaucoup moins la continuité.

Stéphane Linou, chercheur spécialisé en résilience alimentaire et sécurité civile, membre de l'équipe Sécurité-Défense du CNAM, a précisément déplacé le débat sur ce terrain. Il ne dit pas que la France manque d'agriculture. Il rappelle que l'alimentation relève aussi de la sécurité nationale, de la sécurité civile, de la logistique, des collectivités, des infrastructures, de l'énergie et de l'ordre public. Sa question est brutale parce qu'elle est simple : combien de temps un territoire peut-il nourrir sa population lorsque les flux s'interrompent ?

Sous cet angle, la différence entre la France et l'Allemagne apparaît moins agricole qu'administrative. Là où la France continue principalement à penser l'alimentation à travers ses filières de production, l'Allemagne l'intègre progressivement dans une réflexion plus large sur la continuité des infrastructures critiques. La question n'est plus seulement de produire. Elle devient celle du maintien des fonctions vitales lorsque les chaînes logistiques se dégradent.

Cette question dérange. Elle oblige à regarder non pas les volumes produits, mais les dépendances invisibles : carburants, chauffeurs, entrepôts, plateformes logistiques, chaînes du froid, emballages, eau, énergie, main-d'œuvre, abattoirs, meuneries, outils de transformation, intrants agricoles, fertilisants. Un pays peut produire du blé et manquer de

farine disponible. Il peut avoir des élevages et dépendre d'abattoirs concentrés. Il peut disposer de terres fertiles et dépendre d'engrais importés. Il peut être une puissance agricole et rester fragile par son organisation logistique.

La crise de 2020 l'a montré. La crise ukrainienne l'a confirmé. L'alimentation n'est jamais seulement une affaire de récoltes. Elle est un système d'interdépendances.

Une étude de l'Apur publiée en 2024 estime l'autonomie alimentaire de Paris entre cinq et sept jours. Le chiffre est cru, mais il dit l'essentiel : la vulnérabilité française ne vient pas seulement de ce que le pays produit ou ne produit pas. Elle vient de la dépendance aux flux. Dans une capitale de 2,1 millions d'habitants nourrie par des chaînes longues et très logistiques, la souveraineté alimentaire devient immédiatement une question de camions, d'entrepôts, de carburant et de continuité d'approvisionnement. La dépendance ne s'arrête pas aux aliments. Elle commence souvent avant le champ : en 2024, les États-Unis et la Russie représentaient ensemble près de 20 % des importations françaises d'engrais azotés (Douanes et Eurostat). Produire du blé français ne signifie donc pas produire hors dépendance. Même logique dans la viande : la France comptait 609 abattoirs publics en 1980, contre 80 aujourd'hui (rapport d'information de l'Assemblée nationale). La vulnérabilité n'est pas seulement dans la production. Elle est dans les nœuds de transformation.

« La Russie utilise l'agriculture céréalière comme arme de guerre, la Chine stocke massivement pour préparer un futur incertain, les États-Unis conditionnent une part importante de leur aide alimentaire internationale à l'achat de produits agricoles américains. »

Benoît Piétrement, président d'Intercéréales, mars 2026

La céréale sort ici du champ strictement agricole. Le blé redevient ce qu'il a toujours été dans les moments de tension : un levier de puissance. La France, elle, continue de raisonner comme si produire suffisait.

L'Allemagne n'est pas plus agricole que la France. Elle n'est pas plus autosuffisante. Elle n'est pas moins exposée. Mais elle a conservé une culture de protection civile que la France a largement laissée s'effacer derrière la croyance dans la performance des flux. La différence n'est pas dans les champs. Elle est dans la représentation politique du risque.

L'Allemagne stocke des raviolis. La France stocke sa confiance. La formule peut faire sourire. Elle devrait surtout inquiéter. Car une souveraineté alimentaire qui dépend du fonctionnement permanent des marchés, des routes, des plateformes, de l'énergie et des importations d'intrants n'est pas une souveraineté pleine. C'est une performance logistique sous condition.

La France n'est pas faible parce qu'elle ne produit pas. Elle est vulnérable parce qu'elle a organisé sa puissance agricole autour de la circulation plutôt que de la rétention. Elle exporte, mais ne se demande pas assez ce qu'elle doit garder. Elle parle de souveraineté, mais ne

définit pas le seuil minimal de sécurité matérielle permettant de traverser une rupture. Elle défend ses filières, mais ne construit pas encore une doctrine de continuité alimentaire.

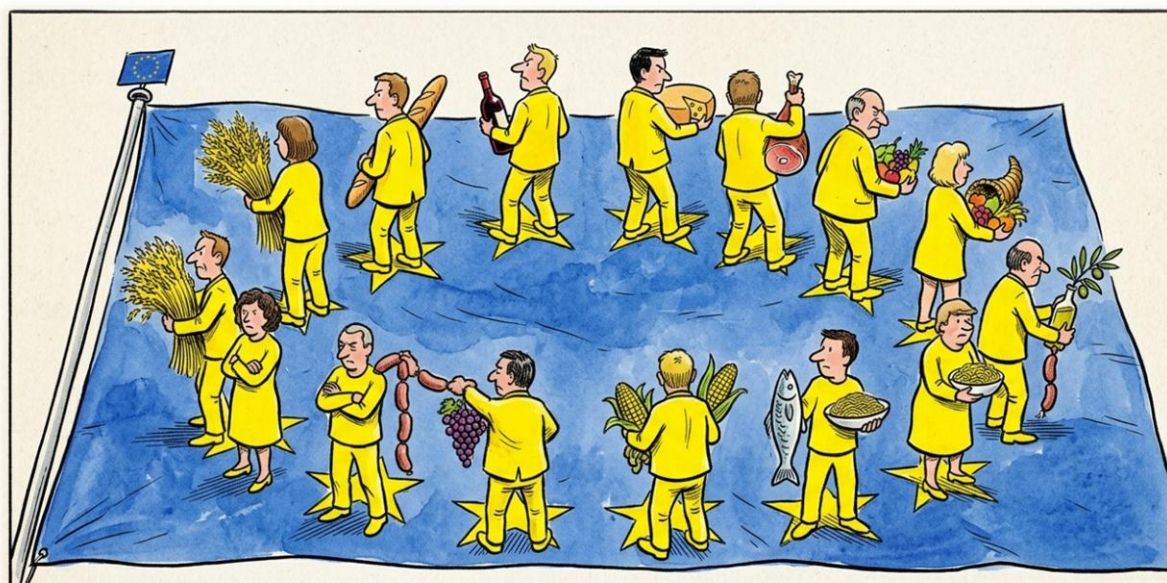
Il ne s'agit pas de copier l'Allemagne. Il s'agit de comprendre ce que son exemple révèle de notre propre impensé.

Un pays qui produit beaucoup mais ne retient presque rien est-il souverain, ou simplement dépendant d'une autre manière ?

Au XXI^e siècle, la souveraineté alimentaire ne se mesurera plus seulement à la capacité de produire, mais à la capacité de tenir.

Sources :

Bundesanstalt für Landwirtschaft und Ernährung, FAQ réserves alimentaires d'urgence. Deutscher Bundestag, Wissenschaftliche Dienste, Staatliche Notfallreserven von Lebensmitteln, 29 novembre 2024. The Times, « Germans build strategic lentil stockpile », 28 août 2025. The Washington Post, « Germany's latest prep for war : A national ravioli reserve », 7 septembre 2025. L'Usine Nouvelle, entretien Christiane Lambert, 13 mars 2020. Intercéréales, chiffres clés 2025. Agri Mutuel, mars 2026. CNAM, équipe Sécurité-Défense, Stéphane Linou, Résilience alimentaire et sécurité nationale. Sénat, question sur le secteur d'activité de l'alimentation, 16 décembre 2020. Vie publique, loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire, 2025. Légifrance, Code rural, article L.1.



difficile de partager quand on ne décide pas en commun... et vice versa

L'Europe : 27 États membres, zéro doctrine commune

Sandrine Doppler

L'Europe : une politique agricole commune, mais toujours aucune définition commune de ce qu'il faut conserver

L'Union européenne est probablement la seule puissance agricole de cette taille à avoir construit une politique agricole commune sans jamais définir ce qu'est une sécurité alimentaire commune. La contradiction est d'autant plus frappante que la PAC demeure l'une des politiques les plus intégrées du projet européen. Elle mobilise encore près d'un tiers du budget de l'Union, encadre les marchés, soutient les producteurs, finance les transitions agricoles et structure une partie essentielle de la souveraineté économique du continent. Pourtant, lorsqu'il s'agit de répondre à une question simple, presque élémentaire, le consensus disparaît : quelles réserves alimentaires l'Europe souhaite-t-elle conserver pour traverser une crise majeure ?

Ce vide n'est pas un oubli, il est le produit d'une histoire

Pour comprendre pourquoi l'Europe n'a pas de doctrine commune de stockage alimentaire, il faut revenir à ce qui fut longtemps considéré comme l'un des excès les plus visibles de la PAC. L'ironie est que cette politique a précisément été construite, au lendemain des pénuries et des

famines de l'après-guerre, pour que l'Europe ne revive plus jamais les ruptures alimentaires du XX^e siècle. Elle a si bien réussi que ses excédents sont devenus le problème. Pendant plusieurs décennies, les fameuses « montagnes de beurre » et les « lacs de lait » sont devenus les symboles d'une politique accusée de produire davantage que ce que les Européens pouvaient consommer. Les entrepôts débordaient, les coûts de stockage augmentaient, les critiques se multipliaient. À partir des années 1990, les réformes successives de la PAC ont progressivement imposé une autre vision. Le marché devait désormais réguler les équilibres. Les stocks publics n'étaient plus présentés comme une assurance mais comme une anomalie. La fluidité des échanges, l'ouverture commerciale et la mondialisation étaient supposées offrir davantage de sécurité que l'immobilisation de ressources physiques.

Ce moment mérite d'être compris pour ce qu'il est vraiment. L'Europe n'a pas simplement décidé de réduire ses stocks. Elle a progressivement appris à les considérer comme un problème. À force de vouloir ne plus revivre les excédents des années 1980, elle a cessé de penser la question des réserves autrement que sous l'angle de la surproduction. Le stock a changé de statut : instrument de sécurité hier, il est devenu symbole de dysfonctionnement. Ce déplacement culturel, intériorisé par plusieurs générations de responsables agricoles et de commissaires européens, explique en partie pourquoi le débat demeure si difficile aujourd'hui. L'Europe n'a pas oublié de constituer des réserves. Elle s'est persuadée qu'elle ne devait plus en avoir.

Cette conviction a profondément marqué la culture économique européenne. Pendant que d'autres puissances continuaient d'accumuler des réserves stratégiques, Bruxelles faisait un autre pari : celui de la circulation permanente des flux. Pendant longtemps, ce pari a semblé raisonnable. Les chaînes logistiques fonctionnaient, les marchés mondiaux absorbaient les tensions et l'abondance paraissait acquise. Puis les crises se sont succédé.

La pandémie a révélé la dépendance européenne aux principes actifs pharmaceutiques produits hors du continent, mais aussi la ruée sur les pâtes, la farine et le papier hygiénique qui a vidé les rayons en quelques jours dans toute l'Europe. La guerre en Ukraine a rappelé la fragilité des approvisionnements céréaliers et déclenché une pénurie brutale d'huile de tournesol qui a duré plusieurs mois, tandis que les prix des engrais azotés triplaient en moins d'un an, menaçant directement les récoltes suivantes. Les tensions énergétiques ont montré qu'une agriculture moderne dépend autant du gaz, de l'électricité et des carburants que de la qualité des sols. Chaque crise a dévoilé une vulnérabilité différente. Toutes ont posé la même question : que se passe-t-il lorsque les flux cessent de fonctionner ?

C'est ici qu'apparaît l'angle mort européen. L'Union dispose aujourd'hui d'objectifs obligatoires de remplissage des stocks gaziers. Elle développe des stratégies sur les matières premières critiques. Elle finance des mécanismes de protection civile. Elle parle de résilience dans l'énergie, la santé, le numérique, les semi-conducteurs ou les minerais stratégiques mais ne dispose toujours pas d'une doctrine alimentaire comparable. L'alimentation reste paradoxalement absente du dispositif de préparation collective alors même qu'elle constitue la première condition de stabilité d'une société.

Ce que la résolution adoptée en juin 2023 par 447 députés européens révèle n'est pas l'ignorance de l'Europe, mais son impuissance : le diagnostic y est posé avec une rare clarté, les vulnérabilités identifiées, les dépendances nommées. Deux ans plus tard, aucune architecture européenne de sécurité alimentaire n'a émergé. Les lignes commencent toutefois à bouger. Dans les discussions préparatoires à la prochaine réforme de la PAC et dans plusieurs documents récents de la Commission européenne, la question des stocks stratégiques réapparaît progressivement. Longtemps considérée comme un vestige d'une agriculture administrée, l'idée de réserve revient désormais dans le débat européen sous l'angle de la résilience, de la préparation aux crises et de la sécurité d'approvisionnement. Le sujet n'est plus tabou. Il n'est simplement pas encore devenu une politique.

Un questionnement explosif autour des réserves alimentaires européennes

L'Union organise la production, mais pas la rétention. La PAC produit une abondance potentielle. Elle ne garantit pas une continuité physique.

La difficulté n'est pas technique. Elle est politique. Car dès que l'on évoque des réserves européennes, les questions deviennent rapidement explosives. Quels produits faudrait-il stocker ? Des céréales ? Des huiles ? Des protéines végétales ? Des engrais ? Des semences ? Qui déciderait du niveau des réserves ? Qui financerait leur constitution ? Qui choisirait leur localisation ? Qui déclencherait leur utilisation en cas de crise ? Derrière ces interrogations se cache une réalité plus profonde : les États membres acceptent volontiers de partager un marché, mais beaucoup plus difficilement de partager la gestion de leurs vulnérabilités stratégiques.

Cette hésitation européenne contraste avec un mouvement beaucoup plus large observable à l'échelle mondiale. Ce mouvement de « réapparition » des stocks alimentaires s'inscrit dans une dynamique mondiale : sur tous les continents, les États redécouvrent les vertus des réserves stratégiques, non parce qu'ils renoncent au marché, mais parce qu'ils constatent que les marchés peuvent être interrompus. Le retour du stock accompagne le retour de la puissance, la fragmentation des chaînes de valeur et les effets du changement climatique.

Le véritable sujet n'est plus de savoir si les stocks ont un coût : toutes les assurances en ont un. La question est de savoir combien coûte leur absence. Les crises climatiques, énergétiques et géopolitiques ne se succèdent plus : elles se superposent. Une sécheresse peut désormais coïncider avec une rupture logistique, une crise énergétique avec une défaillance de la production d'engrais, une guerre régionale avec l'effondrement simultané des marchés céréaliers et du transport maritime. Une puissance qui veut protéger ses citoyens peut-elle continuer à considérer l'alimentation comme une simple variable d'ajustement ? Peut-elle invoquer l'autonomie stratégique sans préciser ce qu'elle entend conserver lorsque les flux se rompent ?

Dans un monde où les grandes puissances comme les petits États souverains réinvestissent massivement les réserves stratégiques, l'absence de doctrine européenne cesse progressivement d'être une singularité administrative. Elle devient un choix géopolitique.

Après avoir consacré trois décennies à organiser les flux, l'Union européenne découvre progressivement qu'aucun marché ne remplace une stratégie lorsqu'une crise majeure survient. La question n'est plus de savoir si une doctrine européenne des stocks verra le jour. La question est de savoir combien de crises supplémentaires seront nécessaires pour la rendre politiquement inévitable.

Sources :

Parlement européen, résolution sur la sécurité alimentaire de l'UE (2023) ; Commission européenne, stratégie européenne de stockage et Preparedness Union (2025) ; PAC et réformes MacSharry ; Agra Presse ; La Tribune ; Réussir ; Frédéric Courleux, « Stocks stratégiques : mobiliser ou immobiliser ? » ; travaux sur la résilience alimentaire européenne et la sécurité d'approvisionnement.



USA, Japon, Maroc : trois miroirs pour l'Europe

-
Sandrine Doppler

Le stock comme révélateur de ce qu'une société refuse de perdre

Trois pays, trois réponses différentes à la même question. Les États-Unis, longtemps premier exportateur mondial de céréales : aucune réserve nationale constituée. Le Japon, archipel structurellement dépendant des importations : un stock stratégique de riz mobilisé en 2025 pour enrayer une hausse des prix, utilisation inédite depuis sa création en 1995. Le Maroc, voisin direct de l'Europe au sud de la Méditerranée : une ambition affichée de six mois de réserves, encore loin du compte. Ce triptyque parle évidemment des États-Unis, du Japon et du Maroc. Il dit surtout quelque chose de l'Europe, par contraste et par projection.

Les États-Unis : la puissance qui ne stocke pas parce qu'elle croit pouvoir tout acheter

La doctrine américaine tient en un postulat : être l'une des premières puissances exportatrices agricoles mondiales, c'est être structurellement à l'abri. Pourquoi immobiliser du capital dans des silos quand on est soi-même le grenier ? Les infrastructures privées des grands négociants, Cargill, ADM, Bunge, font office de réserve de fait. Le seul outil public qui existait, le *Bill*

Emerson Humanitarian Trust, était une réserve céréalière à vocation humanitaire internationale. Liquidé en 2008 pour stabiliser les prix mondiaux, transformé en trust monétaire, il n'a jamais été reconstitué en stock physique.

L'administration Trump a fortement réduit plusieurs dispositifs d'aide extérieure en 2025 sans créer la moindre réserve intérieure en remplacement. La doctrine n'a pas bougé : la capacité d'achat sur les marchés mondiaux, adossée au dollar, suffit. Ce n'est pas de la négligence. C'est un pari sur la domination. Pendant soixante-dix ans, l'alimentation a fonctionné comme levier diplomatique via *Food for Peace*, acheter américain pour nourrir le monde, fidéliser des alliés, étendre l'influence. Ce robinet est fermé. La Russie et la Chine cherchent à occuper une partie de l'espace laissé vacant, notamment en Afrique.

Tant que les marchés fonctionnent, la doctrine paraît évidente. Les difficultés commencent lorsque plusieurs acteurs cherchent simultanément la même sécurité : le marché mondial n'absorbe plus, il amplifie. Et quand le dollar vacille, la doctrine s'effondre avec lui. Le *Council on Foreign Relations* le documente sans ambages : le *National Defense Stockpile* ne couvrirait aujourd'hui que la moitié des besoins de production militaire en cas de conflit, moins de 10% de la demande civile critique. Le *Project Vault* lancé en février 2026, initiative à 12 milliards de dollars pour sécuriser les minéraux critiques, révèle, malgré sa facture impressionnante, l'ampleur du retard accumulé.

Les États-Unis stockent du lithium et des terres rares. Pas du blé.

Le Japon : stocker pour ne pas craquer socialement

Le Japon est le cas le plus instructif, et le plus ignoré dans les analyses européennes. Entre juin 2023 et juin 2025, le prix de détail d'un sac de riz de cinq kilogrammes a plus que doublé, passant de 2 283 à 5 072 yens selon le *Dai-ichi Life Research Institute*. Le gouvernement a mis aux enchères 210 000 tonnes de sa réserve stratégique en février 2025, soit plus d'un cinquième du stock constitué. Le déclencheur n'est ni la guerre, ni un blocus : une mauvaise récolte pénalisée par des canicules répétées en 2023 et 2024, des achats paniques provoqués par une alerte au mégaséisme, des dysfonctionnements de distribution qui ont vidé les rayons malgré des stocks théoriquement suffisants. Dans un pays où le riz relève autant de l'identité que de la nutrition, cette hausse a été perçue comme un signal politique avant d'être un signal économique. Le sujet était devenu suffisamment sensible pour nécessiter une intervention publique directe.

Tokyo ne stocke pas par nostalgie administrative. Tokyo stocke pour gouverner. Pour éviter qu'une canicule sur une saison de récolte ne devienne une crise de légitimité. C'est la réfutation la plus directe de l'argument européen habituel : on n'a pas besoin d'être en guerre pour avoir besoin de stocks. Il suffit de quelques semaines de psychose dans les rayons et d'un gouvernement sans filet.

Le Japon ajoute aussi une dimension que l'Europe ignore : il cherche à peser sur les standards internationaux de l'alimentation et de l'agriculture, signe que la sécurité alimentaire ne se joue

plus seulement dans les silos mais dans les règles du commerce mondial. Le Japon traite déjà comme une question structurelle ce que beaucoup considèrent encore comme une série d'accidents.

Le Maroc : la vulnérabilité à la porte de l'Europe

L'Europe importe de la vulnérabilité alimentaire via ses voisins. Elle ne l'a pas encore intégré dans sa doctrine de sécurité.

Le Maroc en est la démonstration la plus immédiate. Son autosuffisance céréalière fluctue entre 30 et 75 % selon les années, reflet direct de son exposition aux aléas climatiques. Pour la campagne 2025-2026, le Maroc tablait sur 6,5 millions de tonnes de blé importées selon les projections révisées de l'USDA, sur une consommation totale estimée à 9,6 millions de tonnes. Les barrages affichaient 28 % de remplissage. La facture des importations alimentaires a atteint 94,6 milliards de dirhams en 2025. Le gouvernement a lancé un appel d'offres pour une réserve stratégique de 4 millions de tonnes, louable mais insuffisant face à l'objectif de six mois de consommation, de l'aveu même des experts marocains. L'obstacle n'est plus l'identification du problème. C'est la capacité à transformer l'ambition politique en infrastructures, financements et capacités de stockage effectives.

Cette vulnérabilité concerne d'autant plus l'Europe que le Maroc est devenu l'un de ses principaux fournisseurs agricoles pour plusieurs productions stratégiques, notamment les fruits et légumes. Quand les tensions alimentaires se combinent aux difficultés économiques et climatiques, elles fragilisent les équilibres sociaux et migratoires de la région. Quand le Maroc ne peut pas nourrir ses populations vulnérables, c'est la stabilité de la rive sud de la Méditerranée qui vacille.

La frontière alimentaire de l'Europe ne s'arrête ni à Algésiras ni à Vintimille.

Trois modèles, une seule leçon

Les États-Unis parient sur leur puissance d'achat et retirent le filet de sécurité mondial sans le remplacer. Le Japon stocke pour gouverner, et le changement climatique lui donne raison avant l'heure. Le Maroc aspire à stocker, et révèle que la souveraineté alimentaire européenne ne peut pas se penser sans son voisinage.

Il n'existe pas de modèle universel. Stocker peut être offensif (Chine), défensif (Finlande), stabilisateur (Japon) ou aspirationnel (Maroc). Ce qui est commun à tous : ils ont tranché. Ils ont répondu à la question que l'Europe esquive méthodiquement : quel niveau de vulnérabilité alimentaire sommes-nous prêts à accepter ?

Les silos ne sont plus seulement des infrastructures agricoles. Ils deviennent des équipements stratégiques, au même titre que les réseaux énergétiques ou les ports.

L'Europe l'a admis pour le gaz. Elle ne l'a pas encore admis pour le blé.

Sources :

Revue SESAME-INRAE (2024-2025) · Fondation FARM · CEP/ministère de l'Agriculture · FranceAgriMer / Intercéréales · La France Agricole · Terre-net · RTBF · Business AM · Science-Presse (Québec) · USDA/FAS (mars 2025, août 2025) · FAO · Parlement européen · Commission européenne · Assemblée nationale française · France 24 (crise riz Japon, avril 2025) · Willagri (Japon, juin 2025) · Times of Israël · Finances News Hebdo Maroc (avril 2026) · African Scientific Journal (2026) · La Quotidienne (Maroc, 2026) · IFP Food Reserves (décembre 2025) · American Security Project · AEI (USAID Trump, 2025) · CSIS · Council on Foreign Relations (juin 2026) · Dai-ichi Life Research Institute (juin 2025) · Vietnam Agriculture and Nature (avril 2025) · SNRT News (décembre 2025) · L'Opinion Maroc (2022) · World Grain (juin 2025) · Grain Central (octobre 2025).



**Le grenier armé :
la Russie ne stocke pas pour survivre, elle contrôle les
flux pour décider qui survivra**

-
Sandrine Doppler

Quand la Russie a envahi l'Ukraine en février 2022, les sanctions occidentales ont gelé ses avoirs, exclu ses banques de SWIFT, provoqué l'exode des entreprises étrangères. Ce que beaucoup n'ont pas vu venir : la Russie n'a pas connu de crise alimentaire. Pas de rayons vidés. Pas de rationnement. Pas de flambée des prix intérieurs incontrôlable. Cette résilience repose en partie sur une architecture de stocks stratégiques héritée de l'URSS, jamais démantelée, renforcée depuis 2022. Mais elle repose surtout sur quelque chose que cette série n'a encore

rencontré chez aucun autre pays : la capacité d'influencer immédiatement le volume de céréales auquel une partie du monde aura accès cette année-là.

Ce n'est ni la doctrine chinoise consistant à accumuler massivement pour se rendre inattaquable, ni la doctrine finlandaise consistant à stocker pour tenir lorsque les frontières se ferment. C'est autre chose : le grenier armé. La Chine est une puissance du stock. La Russie est devenue une puissance du stock et du flux, et c'est précisément ce qui la rend sans équivalent dans cette série. Elle protège sa propre population par des réserves intérieures. Elle sécurise sa marge de manœuvre extérieure en contrôlant ce que les autres importent. Les deux simultanément.

Une trajectoire de vingt-cinq ans, pas une réaction à la guerre

Pour comprendre où en est la Russie aujourd'hui, il faut lire la trajectoire, pas seulement les événements. Dans les années 1990, l'effondrement agricole post-soviétique transforme la Russie en importateur net de blé. C'est une humiliation stratégique autant qu'une vulnérabilité économique. Dans les années 2000, sous Poutine, la reconstruction agricole devient un projet national : subventions massives, modernisation des exploitations, reprise en main des coopératives d'exportation. Dans les années 2010, la Russie s'impose comme premier exportateur mondial de blé, position qu'elle occupe depuis plusieurs années. Dans les années 2020, elle utilise cette position comme levier géopolitique actif. Ce n'est pas une improvisation. C'est l'aboutissement d'une stratégie de reconquête agricole menée sur un quart de siècle.

Le *Gosrezerv*, héritage du système soviétique de réserves d'État, n'a jamais été démantelé, contrairement à ce que la plupart des pays européens ont fait après 1991. Ses volumes restent classés, mais son principe est intact : des stocks de céréales, de carburants, de médicaments et de matériaux essentiels pour fonctionner quand les échanges s'arrêtent. Depuis 2022, ces achats publics intérieurs ont été renforcés. Le sarrasin, aliment symbolique dans l'imaginaire russe, équivalent fonctionnel du riz japonais en termes de charge politique, figure parmi les produits dont les stocks ont été consolidés. Cette première ligne, stocks intérieurs pour gouverner la paix sociale, ressemble à ce que font les Finlandais ou les Suisses. La deuxième ligne est ailleurs.

Taxes, quotas, frappes : les outils assemblés forment une doctrine

Le 17 juillet 2023, Moscou annonce son retrait de l'accord sur les céréales de la mer Noire. En quelques heures, les *futures* sur le blé bondissent de plus de 4 % en séance. Le corridor qui avait permis l'acheminement de près de 33 millions de tonnes de céréales depuis juillet 2022 venait de fermer. Aucun silo vidé. Un communiqué de presse. C'est là que se situe la spécificité russe dans cette série : pas dans la taille des réserves, mais dans la capacité à réduire celles des autres.

Cette capacité s'est construite par strates. Les taxes flottantes à l'export introduites en 2021 permettent de réguler les volumes d'exportation sans décision politique visible. Les quotas saisonniers de 2022 ajoutent un second levier. La fermeture du corridor de la mer Noire en

2023 constitue le troisième. Les frappes systématiques sur les silos et les infrastructures portuaires ukrainiennes d'Odessa en sont le quatrième. Pris séparément, ces instruments paraissent ordinaires. Assemblés, ils forment une doctrine de contrôle des stocks mondiaux par la maîtrise des flux. Ce que Gazprom faisait avec les gazoducs pour créer de la dépendance énergétique, Moscou le reproduit avec les corridors céréaliers. La différence : le gaz emprunte des infrastructures fixes, faciles à identifier et à contourner. Les céréales circulent sur un marché mondial diffus. Le contrôle est moins visible. Les effets sur les marchés et sur les États importateurs sont comparables.

La Pologne : le voisin qui stocke en silence

À quelques centaines de kilomètres des silos ukrainiens bombardés et des corridors céréaliers disputés de la mer Noire, la Pologne a tiré ses propres conclusions. En décembre 2020, Varsovie a remplacé son ancien système de « réserves d'État » par un dispositif de « réserves stratégiques » placé sous l'autorité directe du Premier ministre.

La différence n'est pas seulement administrative. Elle traduit un changement de perception du risque. Là où une partie de l'Europe occidentale a considéré la sécurité alimentaire comme une question de marché, la Pologne la traite de plus en plus comme une question de sécurité nationale.

L'Agence gouvernementale pour les réserves stratégiques (RARS) gère des stocks couvrant l'alimentation, l'énergie, les produits médicaux et les infrastructures critiques. Les quantités et les localisations sont classifiées. Les réserves alimentaires comprennent notamment des céréales, des produits carnés, des produits laitiers, des graisses et de l'eau potable.

Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, Varsovie a renforcé ses dispositifs de préparation et augmenté certaines rations de réserve. Mais le plus intéressant est ailleurs. Contrairement à la plupart des dispositifs européens, les réserves polonaises sont régulièrement mobilisées. Elles servent lors d'opérations humanitaires, d'inondations, de soutien aux populations vulnérables ou encore de stabilisation ponctuelle de certains marchés agricoles. Le stock n'est pas seulement conçu pour être conservé. Il est pensé pour pouvoir être utilisé. Cette pratique révèle une autre doctrine du grenier.

La Chine accumule. La Finlande prépare. La Russie contraint. La Pologne intervient. Le stock n'y est pas seulement conçu pour survivre à une crise majeure. Il sert aussi à démontrer que l'État peut agir rapidement lorsque la société est confrontée à une rupture.

À l'est de l'Europe, le stockage n'est pas un débat théorique. C'est un attribut ordinaire de la puissance publique.

« La Russie n'hésite pas à utiliser l'agriculture céréalière comme arme de guerre. »

Benoît Piétrement, président d'Intercéréales, mars 2026

Certains économistes relativisent néanmoins cette capacité d'influence. Les exportations russes représentent moins d'un tiers du commerce mondial de blé, et l'Australie, le Canada, le Brésil et l'Argentine ont renforcé leur rôle depuis 2022, ce qui ouvre de vraies alternatives aux pays importateurs. Moscou ne peut donc pas fixer seule les prix mondiaux durablement. Mais elle conserve la capacité de créer un choc de marché suffisamment brutal pour alimenter l'incertitude : c'est souvent l'objectif recherché. La pression n'a pas besoin d'être permanente pour être efficace. Il suffit qu'elle soit crédible.

Les BRICS : vers un système alimentaire parallèle ?

En avril 2026, Moscou a proposé la création d'une réserve alimentaire commune au sein des BRICS. L'initiative dépasse la question des stocks. Russie, Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud, auxquels s'ajoutent les nouveaux entrants Émirats, Éthiopie, Iran, Égypte, Indonésie, représentent ensemble environ 44 % de la production céréalière mondiale. Une réserve commune entre ces acteurs ne serait pas un mécanisme d'entraide. Ce serait le début d'une architecture alimentaire parallèle, moins dépendante des mécanismes historiquement dominés par les institutions occidentales et dans laquelle une partie croissante du Sud global chercherait à sécuriser ses approvisionnements hors des circuits traditionnels. Que ce projet aboutisse ou non, la question qu'il pose est déjà stratégique : l'Europe l'a-t-elle seulement formulée ?

La fragilité que le climat va révéler

La doctrine du grenier armé a une limite que Moscou préfère ne pas nommer : elle repose entièrement sur la stabilité de la production agricole russe. La sécheresse de 2024 dans les régions de Krasnodar, Stavropol et Rostov, cœur céréaliier du pays, a contraint Moscou à réduire ses exportations de blé de 17 à 25 % selon les estimations (17 % pour l'USDA, 25 % pour *Rusagrotrans*). Le stress hydrique s'intensifie dans le bassin de la Volga. La volatilité des rendements augmente en Sibérie occidentale. La Russie instrumentalise une ressource dont elle ne contrôle plus totalement les conditions de production. C'est la fissure du modèle : on ne peut pas bâtir durablement une doctrine de sécurité alimentaire sur le contrôle des flux quand la production elle-même devient aléatoire. La Finlande stocke indépendamment de ce qu'elle produit. La Chine accumule indépendamment de ce que les marchés font. La Russie, elle, est tributaire de ses récoltes pour alimenter l'ensemble de sa doctrine. Une mauvaise saison émousse le levier. Deux saisons consécutives le brisent.

Ce que les analyses européennes ignorent encore : la Russie a transformé une agriculture extensive, souvent présentée comme une faiblesse structurelle, en levier de puissance mondial. Elle n'a pas eu besoin d'une doctrine sophistiquée de stocks pour peser sur les marchés céréaliers. Elle a construit quelque chose de plus simple et de plus dangereux : la conviction que les équilibres alimentaires mondiaux ne se règlent pas sans elle.

L'Europe et la Russie : deux façons de ne pas stocker assez

La Russie, remise dans la logique de cette série, tend un miroir inattendu à l'Europe. Ni l'une ni l'autre ne disposent d'une doctrine robuste de stocks alimentaires stratégiques au sens où la Finlande, la Suède ou la Suisse l'ont construite. Mais les raisons sont opposées. L'Europe ne stocke pas parce qu'elle fait confiance aux marchés. La Russie stocke. Mais elle a surtout construit une deuxième ligne que l'Europe n'a pas : le contrôle des flux. Elle structure le marché. Les deux paris reposent sur l'hypothèse que les échanges continueront de fonctionner. Et les deux sont vulnérables dès qu'un choc climatique majeur frappe simultanément la production et les corridors logistiques. La différence, c'est que la Russie a au moins le *Gosrezerv* pour amortir l'intérieur. L'Europe, elle, n'a même pas ça.

Pendant trente ans, l'Europe a considéré l'alimentation comme une question d'efficacité économique. D'autres puissances l'ont traitée comme une question de souveraineté. La Finlande stocke pour ne pas dépendre des autres. La Russie a construit la capacité de faire dépendre les autres d'elle. L'Europe dépend des deux et n'a la doctrine d'aucune des deux.



La sécurité sans autosuffisance : ce que Singapour, Israël et les pays du Golfe ont compris avant l'Europe

-
Sandrine Doppler

Singapour importe plus de 90 % de ce qu'elle mange depuis une ville-État plus petite que la Gironde. Les Émirats arabes unis importent environ 85 % de leur alimentation en plein désert. Israël nourrit plus de dix millions d'habitants sous état de guerre permanent, sur un territoire sans profondeur stratégique, avec des ressources en eau structurellement insuffisantes. L'Arabie saoudite a découvert, à ses dépens, qu'on ne fait pas pousser du blé dans le désert indéfiniment. Aucun de ces pays ne sera jamais autosuffisant. Et pourtant, chacun a construit une doctrine alimentaire plus explicite que celle de l'Union européenne.

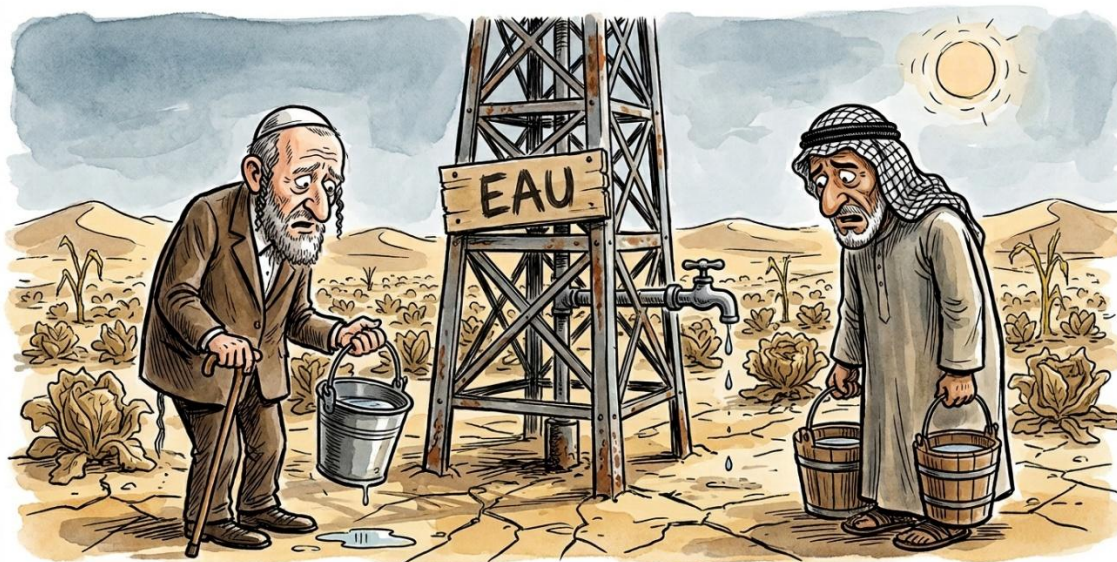
Leur point commun n'est pas la puissance. C'est d'avoir remplacé une équation par une autre. Produire égale sécurité : cette logique, ils ont cessé d'y croire. Organiser la dépendance pour sécuriser est devenu leur réponse.

Singapour : la résilience sans terre

Depuis son indépendance en 1965, Singapour n'a jamais connu de rupture alimentaire majeure. Ce n'est pas un miracle de gestion. C'est le résultat d'une doctrine construite autour d'une conviction simple : lorsqu'on ne peut pas éliminer sa dépendance, il faut l'empêcher de se concentrer. La *Singapore Food Agency* importe depuis 187 pays et régions. Lorsqu'une source se fragilise, une autre prend le relais. La sécurité alimentaire y est pensée comme un portefeuille de risques, pas comme un objectif d'autosuffisance.

En novembre 2025, Singapour a abandonné l'objectif « 30 by 30 », qui visait à produire 30 % des besoins nutritionnels localement d'ici 2030. Les fermes verticales coûtaient trop cher, certaines ont fermé, et les résultats sont restés en deçà des attentes : en 2024, la production locale couvrait 8 % des fibres et 26 % des protéines consommées. Singapour a remplacé l'objectif général par des cibles sectorielles à l'horizon 2035 : 20 % des fibres et 30 % des protéines produits localement. Ce n'est pas un échec. C'est une correction de trajectoire qui dit quelque chose d'important : la résilience alimentaire ne se résume pas à produire chez soi. Elle repose aussi sur des stocks, une diversification des sources et une doctrine d'urgence. Les trois piliers coexistent, et c'est leur combinaison qui produit la tenue.

« L'urgence alimentaire a montré l'importance de traiter la sécurité alimentaire comme un filet de sécurité national. » NUS College of Design and Engineering, novembre 2025



Émirats et Arabie saoudite : quand la rente ne suffit pas

L'Arabie saoudite a fait l'expérience avant tout le monde. Dans les années 1980 et 1990, elle avait réussi ce que beaucoup jugeaient impossible : produire du blé dans le désert jusqu'à en exporter. L'exploit technique reposait sur l'exploitation de nappes phréatiques fossiles pratiquement non renouvelables. Quand les autorités ont compris que la sécurité alimentaire

menaçait la sécurité hydrique, elles ont arrêté. L'échec n'était pas agricole. Il était géologique. La leçon est restée : la prochaine crise alimentaire du XXI^e siècle sera aussi une crise de l'eau.

Les pays du Golfe ont alors modifié leur doctrine. Plutôt que de produire localement, ils ont sécurisé la production ailleurs : investissements agricoles au Soudan, en Éthiopie, en Asie du Sud-Est, prises de participation dans des infrastructures logistiques, constitution de réserves stratégiques sur leur propre territoire. En mars 2026, au moment des tensions sur le détroit d'Ormuz, le ministère émirien de l'Économie a confirmé disposer de stocks essentiels couvrant quatre à six mois de consommation nationale, incluant riz, blé, huile, produits laitiers, sucre, volaille et légumineuses. Ces réserves ont été testées en conditions réelles : la perturbation du détroit d'Ormuz, par lequel transitent 70 à 90 % des importations alimentaires du Golfe selon la FAO, n'a pas provoqué de rupture d'approvisionnement dans les magasins émiriens.

La limite du modèle est réelle. Une souveraineté alimentaire qui dépend de la stabilité des routes maritimes et de la puissance financière pour acheter à l'étranger reste fragile structurellement. Les investissements à l'extérieur sont exposés à l'instabilité politique des pays hôtes. Mais les pays du Golfe ont au moins répondu à la question que l'Europe évite : quel niveau de vulnérabilité sommes-nous prêts à accepter, et à quel coût ?

Israël : la contrainte transformée

Israël est le cas le plus complexe. L'État construit sa sécurité alimentaire dans un contexte que les autres pays de cette série n'ont pas : des conflits répétés qui exigent une continuité d'approvisionnement civil en situation de guerre réelle. L'innovation agricole israélienne, l'irrigation goutte-à-goutte, les semences résistantes, l'agriculture en milieu aride, le dessalement à grande échelle qui couvre aujourd'hui une part majeure des besoins en eau potable, est née de cette nécessité. Elle est devenue un secteur d'excellence exporté dans le monde entier.

Le rapport du Contrôleur d'État israélien publié en octobre 2025 documente cependant les limites de ce modèle : le secteur alimentaire d'urgence n'est pas régulé, aucun cadre gouvernemental transversal ne pilote la préparation alimentaire, les responsabilités sont éclatées entre le ministère de l'Agriculture et celui de l'Économie, et certains stocks d'urgence sont en quantité insuffisante. Traduction : même un pays qui a fait de la sécurité alimentaire un enjeu de défense nationale depuis des décennies peut laisser des failles s'accumuler. Le rapport cite en contre-exemple le Japon, Singapour, la Suisse et le Royaume-Uni, qui ont adopté une législation et un organisme coordinateur dédié.

« Le secteur alimentaire d'urgence en Israël n'est pas régulé, et il n'existe aucun cadre gouvernemental global chargé d'assurer sa préparation. » Rapport du Contrôleur d'État d'Israël, octobre 2025

La nuance est importante pour cette série. Israël ne sert pas ici de modèle à imiter. Il sert de révélateur : même un pays qui a intégré la sécurité alimentaire à sa doctrine de défense, qui a transformé une contrainte hydrique en secteur d'innovation mondial, peut laisser des lacunes

institutionnelles d'une ampleur que le Contrôleur d'État juge préoccupante. Ce que l'Europe, qui ne dispose d'aucune doctrine alimentaire comparable, peut en tirer se passe de commentaire.

Ce que l'Europe refuse encore de calculer

Aucun de ces modèles n'est directement transposable. Singapour dispose d'une capacité d'exécution institutionnelle rare et de réserves financières exceptionnelles. Les pays du Golfe achètent leur sécurité alimentaire à l'extérieur grâce à leur rente. Israël évolue dans un environnement sécuritaire qui n'est pas un choix. Vouloir les copier serait une erreur.

Ce qui en revanche est transposable, c'est la démarche. Ces quatre pays ont commencé par accepter leur vulnérabilité. Ils l'ont ensuite quantifiée. Ils ont enfin bâti une réponse adaptée à leurs moyens. L'Europe dispose de terres, d'une industrie agroalimentaire puissante, d'un marché intégré et de capacités scientifiques considérables. Ce qui lui manque n'est pas une ressource. C'est la première étape : accepter que produire ne suffit pas à protéger.

Des pays sans terre, sans eau et sous menace permanente ont bâti des doctrines alimentaires que l'Union européenne n'a pas. Ce n'est pas une anomalie. C'est le résultat logique d'une Union qui a longtemps confondu l'abondance productive avec la sécurité réelle.

Si des pays sans sol, sans pluie et sans paix ont construit une doctrine alimentaire que l'Union européenne n'a pas, que dit-on d'une Europe qui dispose de tout cela et qui n'a toujours pas répondu à la question : quel niveau de vulnérabilité alimentaire sommes-nous prêts à accepter ?

Sources :

Singapore Food Agency, communiqué officiel sur la résilience alimentaire, 2025 · Bloomberg, « Singapore Sets New Food Production Goal, Drops 2030 Target », 4 novembre 2025 · NUS/LKY School of Public Policy, « Singapore's Quest for Food Security : 30 by 30 », étude de cas, 2024 · Rapport du Contrôleur d'État d'Israël, « Ensuring the State of Israel's Food Security in an Emergency », octobre 2025 · OCDE, « Agricultural Policy Monitoring and Evaluation 2025 : Israel », octobre 2025 · Ministère émirien de l'Économie et du Tourisme, briefing sur les réserves stratégiques, mars 2026 · Gulf News, « UAE says strategic food stock sufficient for 4 to 6 months », mars 2026 · FAO, « Global Agrifood Implications of the 2026 Strait of Hormuz Disruption », 2026 · Arab Gulf States Institute, « Water and Food Security in a Militarized Gulf », 2026 · Council on Foreign Relations, « The Iran War's Hidden Front : Food, Water, and Fertilizer », mars 2026.



L'Europe face à la terre sans propriétaires

-

Sandrine Doppler et Bernard Ader

La tokenisation des terres agricoles promet de démocratiser l'investissement. Elle pourrait aussi transformer le foncier européen en actif financier mondial.

Alors que l'Union européenne débat de ses stocks stratégiques et de sa sécurité alimentaire, une autre transformation avance plus discrètement. La tokenisation permet de fractionner la propriété foncière en milliers de jetons numériques échangeables sur blockchain. Présentée comme un outil de financement innovant pour l'agriculture, elle soulève une question plus fondamentale : comment protéger la souveraineté foncière lorsque la terre devient un actif liquide circulant à l'échelle mondiale ?

Pendant des siècles, la terre agricole a été l'un des actifs les moins mobiles de l'économie. On pouvait déplacer du blé, des capitaux ou des hommes. Pas les hectares. Le foncier demeurait attaché à un territoire, à un climat, à une communauté et à un cadre juridique national.

Cette immobilité constituait aussi une forme de protection. Acheter une terre exigeait du temps, des démarches administratives, une connaissance du contexte local et, dans de nombreux pays européens, le respect de règles destinées à éviter la concentration excessive ou la spéculation. La propriété foncière n'était pas seulement une question économique ; elle relevait également de choix collectifs sur l'usage du territoire, le renouvellement des générations agricoles et la sécurité alimentaire.

Or cette réalité pourrait être en train de changer.

La tokenisation consiste à représenter un actif réel sous forme de jetons numériques enregistrés sur une blockchain. Dans le cas du foncier agricole, l'objectif est de fractionner la propriété ou les revenus associés à une terre afin de permettre à une multitude d'investisseurs d'acquérir des parts d'un même actif. Un hectare peut ainsi être découpé en milliers d'unités numériques susceptibles d'être achetées, revendues ou échangées à distance.

Pour ses promoteurs, la promesse est séduisante. La tokenisation permettrait d'attirer davantage de capitaux vers l'agriculture, de financer l'installation de nouveaux exploitants, de soutenir la transition agroécologique et de rendre l'investissement foncier accessible à un plus grand nombre d'épargnants. Dans un secteur souvent confronté à des difficultés de financement, l'argument mérite d'être entendu.

Mais derrière cette promesse apparaît une question plus stratégique : que devient la souveraineté foncière lorsque la propriété se fragmente et circule à l'échelle mondiale ?

La question n'est pas théorique. Depuis plusieurs années, le foncier agricole est devenu une véritable classe d'actifs recherchée par les investisseurs. La crise alimentaire de 2007-2008, la recherche de valeurs refuges et la pression sur les ressources naturelles ont renforcé l'attractivité des terres agricoles. La tokenisation ne crée pas ce phénomène ; elle l'accélère et lui donne une nouvelle dimension. Elle permet d'abaisser les barrières d'entrée, de multiplier les investisseurs et de rendre les mouvements de capitaux plus rapides et moins visibles.

En Europe, cette évolution entre en tension avec une longue tradition de régulation foncière. En France, les SAFER, le contrôle des structures ou encore les dispositifs destinés à favoriser l'installation agricole reposent sur une idée simple : la terre n'est pas un actif comme les autres. Elle conditionne la production alimentaire, l'aménagement du territoire et la vitalité des espaces ruraux.

Or les mécanismes de contrôle existants ont été conçus pour des transactions identifiables. En France, le projet de tokenisation d'une plantation de pistachiers a déjà mis en lumière les tensions entre ces nouveaux montages financiers et les outils historiques de régulation

foncière. Ils peinent à appréhender des montages fondés sur des participations fractionnées, réparties entre des centaines ou des milliers d'investisseurs.

Le risque n'est pas nécessairement celui d'un accaparement spectaculaire. Il pourrait prendre la forme d'une captation furtive : une accumulation progressive de droits économiques dispersés entre une multitude d'acteurs, suffisamment fragmentée pour échapper aux mécanismes traditionnels de surveillance foncière. L'enjeu n'est plus seulement de savoir qui possède la terre. Il est de savoir qui contrôle les droits économiques qui lui sont associés.

Cette évolution pose également une question européenne plus large. Depuis plusieurs années, l'Union cherche à renforcer sa souveraineté dans des domaines aussi variés que l'énergie, les matières premières critiques ou la sécurité alimentaire. Pourtant, le foncier demeure largement absent de ces réflexions. Comme si la maîtrise de la production agricole pouvait être pensée indépendamment de la maîtrise des terres qui la rendent possible. Or toute politique de souveraineté alimentaire repose, en dernière analyse, sur une politique foncière.

Cette question dépasse largement l'Europe. Mais elle concerne directement un continent qui importe déjà une partie de ses protéines végétales, de ses engrais et de ses matières premières agricoles.

Après les stocks stratégiques, l'énergie, les semi-conducteurs et les matières premières critiques, la terre pourrait devenir le prochain angle mort de la souveraineté européenne.

La difficulté n'est pas de savoir si l'innovation doit être encouragée. Elle est de déterminer quelles limites collectives doivent accompagner cette innovation. Une terre agricole peut-elle être détenue majoritairement par des investisseurs n'ayant aucun lien avec le territoire concerné ? Les règles nationales demeurent-elles pertinentes lorsque les droits économiques circulent sur des infrastructures numériques mondiales ? Comment garantir la transparence des bénéficiaires réels et préserver la capacité des États à suivre l'évolution de leur patrimoine foncier stratégique ?

Ces interrogations renvoient à une question plus profonde. Pendant longtemps, l'Europe a considéré que la circulation des capitaux constituait en elle-même un facteur d'efficacité économique. La tokenisation pousse cette logique à son terme : rendre la terre aussi liquide qu'un titre financier.

Mais la terre n'est pas une action. Elle produit des aliments, stocke du carbone, abrite la biodiversité et conditionne une part de notre autonomie stratégique. Ce qui se joue aujourd'hui n'est donc pas seulement une innovation financière. C'est une nouvelle étape dans la manière dont les Européens conçoivent la propriété, la souveraineté et la valeur de leurs ressources agricoles.

La question n'est plus de savoir si la tokenisation progressera. Elle progresse déjà. Pendant des siècles, les États ont cherché à contrôler les frontières, les ressources et les infrastructures stratégiques. La tokenisation pose une question nouvelle : comment exercer une souveraineté foncière lorsque la propriété devient fractionnable, mobile et potentiellement invisible ?

Sources :

Agriculture Stratégies et Sandrine Doppler, La tokenisation des terres agricoles et ses enjeux stratégiques, 2026 ; *Jérémy Denieulle et Sandrine Doppler, « La tokenisation des terres agricoles. Innovation financière ou nouvelle étape dans la financiarisation du foncier ? », Agriculture Stratégies, 24 juin 2026 : <https://www.agriculture-strategies.eu/2026/06/la-tokenisation-des-terres-agricoles/> ; Thierry Pouch, L'Économie politique, 2018 ; Pierre Blanc, Terres, pouvoirs et conflits, 2020 ; Borras & Franco, Journal of Agrarian Change, 2012 ; FAO, Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers, 2012 ; Land Matrix Initiative, Global Report, 2023.*



Protéger, c'est commander

-
Sandrine Doppler

Pendant des décennies, les stocks alimentaires ont passé pour les vestiges d'un monde révolu. Le silo immobilise, le marché circule : nous avons préféré les contrats aux réserves, la fluidité des échanges à la préparation des ruptures.

Cette série a montré l'inverse. Un stock n'est jamais un simple volume. Il dit ce qu'un État redoute, ce qu'il refuse de perdre, le temps qu'il veut gagner quand les flux se tendent. Les uns préparent la continuité, les autres accumulent, stabilisent ou redistribuent. L'Europe, elle, redécouvre qu'un grand marché ne tient pas lieu de doctrine de sécurité.

Cette cartographie débouche sur une question : à quoi sert de posséder un grenier, sinon à décider qui pourra y entrer quand le monde aura faim ?

Le stock change alors de nature. Il ne protège plus seulement une population, il permet de choisir les pays qui recevront une cargaison, un financement, une priorité portuaire, un accès aux réserves. Il devient un instrument d'alliance.

La doctrine Bessent en offre la grille. En soutenant le yen, Washington n'installe aucune protection monétaire universelle : les États-Unis choisissent les alliés qu'ils soutiennent, les instruments, les montants, les contreparties. Le Japon reçoit une aide qu'il a sollicitée et peut la présenter comme une victoire, alors qu'elle scelle en réalité une relation asymétrique. C'est le ressort de la vassalisation heureuse : on accepte la dépendance parce qu'elle protège dans l'instant.

Le mécanisme se transpose à l'alimentation. Une puissance peut garantir à ses partenaires un accès prioritaire aux céréales, aux engrais, aux semences, aux devises, aux corridors maritimes. Elle peut lever une restriction d'exportation, ouvrir ses réserves, financer des importations. L'aide écarte une crise sociale, mais elle a un prix : un vote diplomatique, une concession industrielle, un accès militaire, minier ou portuaire. La nourriture devient une infrastructure de fidélité.

D'où une distinction que l'on gagne à tenir ferme. La sécurité alimentaire repose sur une capacité organisée à maintenir l'approvisionnement. La protection conditionnelle dépend de la volonté d'un tiers : solide peut-être, mais sélective et révocable. Une promesse n'est pas un stock.

La souveraineté ne consiste pas à tout produire. Elle tient à la capacité de mobiliser ses ressources sans demander l'autorisation d'un autre. Un pays peut produire en abondance et rester vulnérable s'il ne maîtrise ni ses intrants, ni ses infrastructures, ni ses règles de mobilisation. Le stock stratégique n'est pas seulement ce qui dort dans un silo : il englobe les ports, les moulins, l'énergie, les emballages, les transports, et l'autorité capable de coordonner l'ensemble. Le rapport Terralim sépare d'ailleurs les stocks militaires, les réserves d'urgence pour les civils et les stocks qui préservent les chaînes agricoles. Posséder ne suffit pas : encore faut-il pouvoir décider.

C'est là que l'Europe achoppe. Grande puissance agricole, elle n'a pas de doctrine commune de continuité. Les États membres ne sont pas préparés au même degré, les règles de solidarité restent lacunaires. Terralim pointe ce risque d'une préparation à plusieurs vitesses et la nécessité de fixer les mécanismes de déclenchement, de libération et de coopération. La question n'est plus seulement de savoir quoi stocker, mais qui décide d'ouvrir les réserves, qui l'on sert d'abord, selon quelles règles. Une réserve sans doctrine d'accès est une crise politique en attente.

L'Union doit apprendre à protéger sans vassaliser. Une capacité de continuité adossée à des règles connues, une gouvernance commune, des engagements réciproques offrirait une autre voie que les protections bilatérales laissées à la discrétion du plus fort.

Cette série s'est ouverte sur des volumes. Elle se referme sur le pouvoir. Un stock amortit une pénurie, stabilise un prix, sauve une récolte. Il fidélise aussi un allié, soutient un régime, arrache une concession, exclut un adversaire. Le grenier est à la fois une assurance, une promesse et une frontière.

Nous avons longtemps cru que les greniers conservaient le passé des récoltes. Ils serviront désormais à distribuer l'avenir. La prochaine puissance alimentaire ne sera pas seulement celle qui pourra nourrir son peuple, mais celle qui décidera quels autres peuples elle acceptera de protéger, à quel prix, et jusqu'à quand.

Depuis la fin de la guerre froide, l'Europe a démantelé son architecture de sécurité alimentaire devenue inutile pour s'en remettre à la liquidité des marchés mondiaux. Sandrine Doppler et Bernard Ader nous invitent à un tour du monde des pays qui – chacun à leur manière - ont été plus prudents, ou plus agressif.

Les crises du Covid et de la seconde guerre d'Ukraine donnent raison à ceux qui ont fait de leur stratégie alimentaire un instrument de souveraineté. Il est grand temps que l'Europe se ressaisisse de cette question.

Sandrine Doppler

Analyse prospectiviste Food Agri, fondatrice de L'Effet Doppler et du média State of Food

Bernard Ader

Agriculteur, Président d'Agriculture Stratégies et du CNRA



Sauvons l'Europe est un réseau transpartisan pour une Europe démocratique et solidaire